



COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Droits des femmes occultés, démocratie menacée. Les Tables régionales de groupes de femmes et leur Réseau lancent un appel au nouveau gouvernement

St-Jérôme, 20 octobre 2015 – Les dix-sept Tables régionales de groupes de femmes du Québec et leur Réseau sont déçues de la campagne électorale fédérale. « Nous avons assisté lors de cette campagne à une instrumentalisation éhontée de la délicate question du port du niqab. Tout au long de la campagne, on a agité ce voile pour masquer le visage sexiste des politiques gouvernementales canadiennes et cacher le peu d'importance que les partis politiques accordent aux femmes », d'affirmer la coordonnatrice du Réseau des Tables, Blanche Paradis.

On a ainsi dissimulé une feuille de route gouvernementale sexiste et misogyne partant de l'abolition du registre des armes à feu en passant par l'étude de projets de loi visant la recriminalisation de l'avortement, la fin de l'aide internationale pour les services d'avortement dans les pays du Sud, la réduction de 43% le budget de Condition féminine Canada et la fin du financement de la recherche féministe et de la défense des droits des femmes par le Programme de promotion de la femme, l'affaiblissement de la protection et des droits des réfugiées, l'annulation du programme pancanadien de service de garde, pour aboutir au refus obstiné de tenir une commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées. On a ainsi tenté de camoufler des décisions politiques qui vont à l'encontre de l'autonomie économique des femmes tels le fractionnement des revenus familiaux pour faire épargner de l'impôt aux couples à revenu, l'affaiblissement de la protection de l'assurance emploi et changement de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans et donc de l'accès à la pension de vieillesse et au supplément du revenu garanti. Le nouveau gouvernement doit corriger ces injustices.

En 1995, suite à l'adoption du Programme d'action de Beijing, le gouvernement du Canada s'est engagé sur la scène internationale à appliquer l'analyse comparative entre les sexes. Cette méthode de gestion oblige les gouvernements à évaluer tout programme, politique, mesure ou loi en fonction de son impact sur les femmes et les hommes. Par le fait même, il doit s'assurer que ses décisions ne sont pas défavorables à l'un ou à l'autre sexe. Le gouvernement canadien a jusqu'à présent lourdement failli à cette tâche. Nous comptons sur le gouvernement nouvellement élu pour mettre en œuvre des lois, politiques et stratégies favorisant l'égalité pour toutes les femmes et mettant fin à la discrimination systémique qui s'exerce contre elles.

Au cours de la campagne électorale, on a offert aux chefs de partis de débattre sur les questions qui préoccupent les femmes. Le premier ministre ayant refusé ce débat, les autres chefs de partis ont fait de même, démontrant ainsi leur peu d'intérêt pour ces questions. D'ailleurs la piètre performance de l'ensemble des partis, à l'exception du NPD, dans la présentation de candidatures féminines à ces élections qui s'élève à peine à 33%, est une autre illustration du peu d'attention accordée aux besoins et préoccupations des femmes. « Comme si on pouvait se passer de la contribution de la moitié de la population dans l'élaboration des politiques et dans la prise des décisions concernant notre avenir. Les discours démagogiques que l'on a tenus durant cette campagne électorale et l'exclusion des femmes du débat politique menacent et nuisent au processus démocratique. La prise en compte des voix des femmes, il est là le réel changement dont nous avons besoin », d'ajouter Joanne Blais, directrice de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM). Maintenant que le gouvernement de Stephen Harper a été défait, les dix-sept Tables régionales de concertation des groupes de femmes et leur Réseau souhaitent que les parlementaires s'attaquent au mode de scrutin actuel pour le remplacer par un mode de scrutin proportionnel qui favorisera l'émergence d'un pluralisme politique et l'équité de représentation pour les femmes.

- 30 -

Le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes regroupe les dix-sept Tables régionales de groupes de femmes. En tant qu'organisme féministe de défense collective des droits des femmes, il porte auprès des instances nationales les réalités régionales et prend position dans une perspective d'égalité entre les sexes et de plus grande justice sociale.

Pour informations supplémentaires Blanche Paradis, coordonnatrice info@reseautablesfemmes.qc.ca Téléphone : 450-438-5821 Cellulaire : 819-690-5200 / Joanne Blais, directrice, TCMFM Téléphone : 819-372-9328